

La 16^e réunion du Réseau de points focaux SUN des gouvernements a eu lieu entre le 3 et le 6 novembre 2014. Il s'agissait d'une réunion de deux heures centrée sur neuf téléconférences dont cinq étaient en anglais, trois en français et une en espagnol.

En tout, il y avait 234 participants à la réunion venant de 47 pays [Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Tchad, Comores, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, El Salvador, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Haïti, Indonésie, Kenya, République kirghize, République démocratique populaire lao, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Pakistan, Pérou, Philippines, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Togo, Vietnam, Yémen, Zambie, Zimbabwe et État indien du Mahārāshtra]. Les pays suivants n'ont pas pu y participer : Bangladesh, Cambodge, Costa Rica, Libéria, Myanmar, Nigéria, Sud-Soudan et Ouganda. Au total, 41 % des participants étaient des fonctionnaires, 32 % provenaient d'entités des Nations Unies, 17 % des organisations de la société civile et du monde universitaire et 6 % des agences de donateurs bilatéraux.

L'ordre du jour était le suivant : 1) Thème : « Contribution des spécialistes de la nutrition, des scientifiques et des universitaires au renforcement de la nutrition » ; 2) L'évolution dans le renforcement de la nutrition dans les pays et principales initiatives prévues pour les prochains mois ; 3) Informations sur les grandes priorités du Mouvement SUN en 2014 : Commentaires de la réunion du Groupe principal tenue le 22 septembre 2014 à New-York ; Présentation du programme de l'Assemblée mondiale du Mouvement SUN 2014 ; Mise à jour sur l'Évaluation globale indépendante du Mouvement SUN ; Mise à jour sur la préparation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2).

1) Débat thématique : Contribution des spécialistes de la nutrition, des scientifiques et des universitaires au renforcement de la nutrition

- Ce débat thématique était organisé pour suivre les exposés des participants des pays sur les procédures actuellement mises en œuvre par les scientifiques, les universitaires et les associations professionnelles du secteur de la nutrition pour contribuer au renforcement de la nutrition et sur les lacunes et les besoins identifiés. Les institutions académiques d'au moins 27 pays SUN sont impliquées dans la plate-forme nationale multi-acteurs, mais leur contribution réelle dans les plates-formes doit être mieux comprise. En outre, les institutions académiques, les professionnels de la nutrition et les scientifiques sont de plus en plus impliqués dans les quatre communautés de pratique émergentes qui renforcent les capacités des pays SUN pour une meilleure prestation des services de nutrition.
- Le débat thématique a permis aux participants de faire un échange sur les expériences et les défis rencontrés, et d'identifier l'approche qui est nécessaire pour développer des mécanismes pour soutenir et faciliter l'accès aux preuves scientifiques, pour que les gouvernements et les autres entités au sein du Mouvement SUN soutiennent les universitaires et les professionnels de la nutrition.

- **Les participants ont été invités à examiner les questions suivantes lors de la préparation de la réunion :**
 1. *Comment les scientifiques, les universitaires et les professionnels de la nutrition sont-ils intégrés dans les activités des plates-formes multi-acteurs nationales de la nutrition ou les réseaux qui composent ladite plate-forme ? (fournir des exemples et les bonnes pratiques)*
 2. *Quels sont les défis à relever en travaillant avec des scientifiques de la nutrition, des universitaires et des professionnels de la nutrition et comment peuvent-ils être surmontés ?*
 3. *Dans votre pays, est-il nécessaire de développer des mécanismes spécifiques pour tirer parti de preuves scientifiques et des capacités en vue de renforcer les interventions nutritionnelles ?*
 4. *Quels sont les trois meilleures actions qui sont nécessaires pour créer un environnement favorable à l'amélioration de la science de la nutrition et au soutien académique et professionnel pour renforcer la nutrition ? Et que faut-il pour s'assurer que ces actions sont mises en œuvre ?*

Vue d'ensemble des réactions des pays au cours de la réunion du Réseau de points focaux SUN des gouvernements :

1. ***Comment les scientifiques, les universitaires et les professionnels de la nutrition sont-ils intégrés dans les activités des plates-formes multi-acteurs nationales de la nutrition ou les réseaux qui composent ladite plate-forme ? (Question 1)***
 - Les scientifiques et les universitaires font partie de la plate-forme multi-acteurs (MSP) dans la plupart des pays. Dans au moins quatre pays (Ghana, El Salvador, Niger et Yémen) une plate-forme académique pour renforcer la nutrition a été établie alors que dans au moins 14 pays, des progrès sont en cours pour établir des plates-formes académiques (Indonésie, Tadjikistan, Kenya, Malawi, Sénégal, RDC, Congo Brazzaville, Togo, Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Madagascar, Zimbabwe et Gambie). Alors que certains pays ont mis en évidence un manque de ressources humaines, d'autres ont estimé qu'ils disposent d'un bon nombre d'universitaires et de professionnels même si leur disponibilité pose souvent problème. Des experts en nutrition se concentrant sur les aspects de la santé, la médecine, l'agriculture et l'éducation sont impliqués à travers les universités, les centres et instituts de recherche ou à travers des groupes techniques au sein de la plateforme multi-acteurs. La contribution des scientifiques et des professionnels de la nutrition se fait principalement sur une base ad hoc. Elle implique :
 - la contribution technique pour la conception des programmes, des politiques et des stratégies de nutrition et l'élaboration de lignes directrices ; et la conception et la mise en œuvre des enquêtes sur la nutrition ou des systèmes de surveillance ;
 - le soutien à la diffusion des connaissances sur la nutrition et à la sensibilisation des populations ;
 - La formation par l'intégration de la nutrition dans les programmes scolaires à différents niveaux d'éducation et pour différentes professions (personnel médical et agricole ainsi que des étudiants qui se spécialisent en nutrition) ;
 - La réalisation d'études de recherche sur des thèmes spécifiques. Les étudiants de maîtrise, en particulier, sont une source potentielle pour la réalisation de projets de recherche spécifiques.

2. Quels sont les défis à relever en travaillant avec des scientifiques de la nutrition, des universitaires et des professionnels de la nutrition et comment peuvent-ils être surmontés ? (Question 2)

- Manque de coordination entre les structures gouvernementales ou de planification et les institutions de recherche, et manque de coordination entre les scientifiques et les chercheurs eux-mêmes. Par conséquent, le soutien apporté au gouvernement a tendance à être «périodique» et non constant et centré sur des domaines prioritaires.
- Il n'existe aucun programme national de recherche commun et pas de cadre commun de programmation. En conséquence, la recherche est souvent dictée par des programmes externes et non liée aux priorités des décideurs. Parfois les intérêts des gouvernements, des scientifiques et des parties prenantes au sein de la communauté scientifique sont tout aussi divergents en ce qui concerne la hiérarchisation des interventions. L'objectif de la recherche actuelle est académique, orienté vers les publications et l'obtention d'un diplôme. Il convient de mener une recherche qui réponde aux normes académiques les plus élevées mais souvent la portée de cette recherche est trop étroite pour être utile aux parties prenantes et aux décideurs.
- Les moyens financiers sont limités. Beaucoup de pays sont également confrontés au défi de l'insuffisance des ressources humaines.
- La communication entre les décideurs politiques et les scientifiques ou les chercheurs n'est pas adéquate. Ceux qui font de la recherche sur les éléments de preuve doivent traduire et communiquer les résultats en un format qui parle aux décideurs, c'est à dire en un format que les parties prenantes puissent comprendre et mettre en œuvre. Les utilisateurs des éléments de preuve doivent améliorer la façon dont ils demandent des informations et définir les besoins de recherche, pour s'assurer que les chercheurs peuvent répondre à ces questions de manière efficace. Les parties prenantes doivent mieux comprendre quelles sont les questions auxquelles les chercheurs peuvent répondre et celles qui ont une portée trop large.
- Le calendrier de la recherche ne cadre pas avec celui de la programmation. Les gouvernements et les décideurs ont souvent promptement besoin de preuves qui soutiennent leur prise de décisions. Les scientifiques et les chercheurs travaillent souvent à long terme, fournissant ainsi des « réponses » trop tard. Les approches qui visent à intégrer la recherche en matière de nutrition dans la prise de décisions devront s'assurer que les besoins et les contraintes de temps des décideurs sont promptement pris en compte.

3. Que faut-il faire pour tirer parti des preuves scientifiques et de la capacité de renforcer la nutrition plus efficacement ? (Questions 3 et 4)

Il s'est dégagé un consensus général suggérant qu'il est possible d'accomplir plus, en particulier en matière de communication et de réseautage au sein de la communauté scientifique, et entre les scientifiques et les décideurs.

- Améliorer la coordination entre les gouvernements et les instituts de recherche en formalisant des partenariats pour assurer la participation concertée des scientifiques et des universitaires en étendant la plate-forme multi-acteurs et ou en établissant des réseaux spécifiques.
- Les réseaux spécifiques de niveau national peuvent être liés avec les institutions de niveau régional tandis que la coopération sud-sud peut être améliorée.
- Les mécanismes pour définir et convenir des priorités de recherche pourraient être mis en place sur la base des exigences clés d'un pays en matière de renforcement de la nutrition, et impliquer un large éventail de parties prenantes.
- Il serait utile de mettre en place des mécanismes de diffusion plus large des résultats de recherche et de présenter ceux-ci plus clairement afin que les décideurs puissent s'en servir. Peuvent éventuellement servir d'exemples de mécanismes, les notes d'orientation et les ateliers d'échange d'informations. Le Secrétariat du Mouvement SUN peut aider à diffuser les résultats et les preuves de la recherche, du niveau mondial à l'échelon national.
- Les documents nationaux de politique et de stratégie nutritionnelle pourraient intégrer les priorités de la recherche nationale sur la nutrition et le programme de recherche.
- Des mécanismes pour accroître le financement de la recherche pertinente pourraient être mis en place pour garantir l'exécution du programme de recherche commun et consensuel de la plate-forme multi-acteurs. Une ligne budgétaire spécifique pour la recherche sur la nutrition permettrait de s'assurer que les décideurs peuvent commander des études qui leur sont utiles. La communauté des donateurs doit s'aligner davantage sur les priorités de recherche du pays. Des mécanismes de financement appropriés ont été proposés par plusieurs pays.

2) Progrès réalisés par les pays

PROCESSUS 1

- **Lancement de SUN ou événement de haut niveau mettant l'accent sur la nutrition** : Le lancement du Mouvement SUN au [Vietnam](#) est prévu en décembre. Des représentants du Gouvernement, du milieu universitaire, des Nations Unies, de la société civile et du secteur privé participeront à l'événement.
- **Réseau des Nations Unies, Initiative REACH** : En [République démocratique du Congo](#), le Réseau des Nations Unies est maintenant dirigé par l'UNICEF.
- **Engagement de la société civile dans les plates-formes multi-acteurs SUN** : Le [Burkina Faso](#) met en place un réseau de la société civile avec le soutien de l'ACF et a organisé un voyage d'étude au Niger à cette fin. La [République démocratique du Congo](#) est en train de mettre en place une plate-forme de la société civile avec le soutien d'Helen Keller International (HKI). En [Mauritanie](#), les organisations de la société civile travaillent à la mise en place d'un comité de pilotage avec les ONG nationales et internationales.

- **Réunir tous les secteurs dans la plate-forme multi-acteurs et renforcer les organismes en charge de la coordination des efforts nationaux visant à améliorer la nutrition :** Le **Bénin** a identifié un prestataire de services pour procéder à une cartographie des parties prenantes en matière de nutrition. Le **Burkina Faso** a adopté une loi pour créer une alliance pour l'enrichissement des aliments et tenu plusieurs réunions avec AGIR. Le **Togo** a initié plusieurs rencontres avec la société civile et le Gouvernement afin de mettre en place une plate-forme avant la fin de l'année. Le **Mali** a mené des activités visant à renforcer les capacités de la plate-forme multi-acteurs et formé les points focaux en matière de nutrition dans les différents secteurs (santé, éducation, agriculture, développement social). La **DRC** a élaboré une feuille de route de mise en œuvre SUN qui englobe l'élaboration d'un plan stratégique, du Cadre commun de résultats (CRF), la budgétisation ...La **Guinée-Bissau** a mis en place un comité au sein du ministère de la santé en charge de l'élaboration d'un protocole multisectoriel (pour mettre en place la plate-forme) et la sensibilisation des parties prenantes concernées a été faite. La **Zambie** a terminé l'exercice d'auto-évaluation et cette autoévaluation sera diffusée auprès des partenaires pour commentaires. Le **Mozambique** a créé des groupes de travail techniques pour soutenir les secteurs concernés afin d'incorporer les interventions contribuant à la nutrition ainsi que les interventions spécifiques à la nutrition dans les plans annuels et harmoniser les plans sectoriels et provinciaux avec les plans nationaux. Le **Tadjikistan** a terminé son exercice de cartographie avec l'aide du Réseau de la société civile (CSN) et les résultats seront diffusés lors de la réunion de la plate-forme multi-acteurs.
- **Amélioration de la coordination et de l'alignement des donateurs :** En **République démocratique du Congo**, le Réseau des donateurs est maintenant dirigé par la Banque mondiale. Au **Mozambique** la mission d'animateur de donateurs a été confiée à l'USAID.

PROCESSUS 2

- **Évaluation de la législation sur la nutrition et acquis nationaux :** En **Haïti**, le Sénat a voté une loi sur l'enrichissement des aliments qui est en attente d'approbation par les membres du Parlement. Le pays est en train de finaliser divers plans avec des partenaires et le secteur public, de sorte que les éléments de la politique de nutrition soient intégrés dans les plans sectoriels. La **Zambie** a lancé le processus de révision des lois sur l'alimentation et la nutrition, de vastes consultations avec les parties prenantes, y compris l'alliance de la société civile, ont été menées. Le ministère de la Santé coordonne le processus et finalisera la législation. La plate-forme multi-acteurs (MSP) de la **Namibie** a accepté d'élaborer une politique nationale sur la nutrition avec le soutien des parties prenantes et se concentrera sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, l'enrichissement des aliments, la sécurité alimentaire et la qualité. Le **Vietnam** a achevé la révision de sa politique d'iodation universelle du sel et de sa politique sur les substituts du lait maternel et elle est en cours d'approbation. L'**Indonésie** est à mi-parcours de la planification du plan quinquennal de développement et le renforcement de la nutrition a été inclus comme une priorité.
- **Mise en place de nouvelles lois :** Au total, 15 secteurs du gouvernement, des partenaires techniques et financiers (PAM, UNICEF) et la société civile du **Congo-Brazzaville** ont validé un cadre stratégique de lutte contre la malnutrition (document qui servira de base pour la gouvernance du Mouvement SUN dans le pays). L'étape suivante consistera à élaborer un plan opérationnel avant la fin de 2014.

PROCESSUS 3

- **Programmes :** *Haïti* a lancé un programme contribuant à la nutrition pour renforcer les activités WASH dans les écoles. Le programme est soutenu et entrepris par le Bureau de la Première Dame en collaboration avec le ministère de la Santé. Le *Rwanda* a commencé la mise en œuvre de la campagne des 1000 jours tandis qu'un documentaire a été préparé pour être partagé avec les pays SUN. Le *Swaziland*, avec l'appui technique de MQSUN prépare un projet global de prévention du retard de croissance. La *Namibie* a commencé la production locale d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE).
- **Systèmes d'information :** Le *Burkina Faso* a réalisé une enquête SMART et attend la finalisation des résultats. Le *Congo-Brazzaville* a lancé une enquête SMART sur l'enrichissement de la farine de manioc, pour laquelle des fonds ont été obtenus. Le *Togo* a validé les résultats d'une enquête SMART dans trois régions. Le *Swaziland* a terminé l'étude sur le coût de la faim et diffusé les résultats lors de l'Assemblée mondiale du Mouvement SUN. Le *Mozambique* a effectué un examen annuel du Plan national de nutrition (PMARDC) et des discussions sont en cours pour intensifier les interventions et établir un système de Suivi et évaluation. En fait, en termes de progrès, le système de surveillance a été repensé pour devenir système de surveillance alimentaire et nutritionnelle. Le *Mozambique* a mis en place un mécanisme de partage au niveau national et infranational pour promouvoir une meilleure compréhension des problèmes de nutrition et renforcer la coordination.
- **Élaboration de cadres communs de résultats :** La plate-forme multi-acteurs (MSP) du *Yémen* a approuvé son document de travail du cadre multisectoriel national de nutrition et il sera transmis au cabinet pour approbation. Le *Malawi* a terminé sa planification et son chiffrage du plan stratégique de nutrition qui aidera le pays à renforcer la nutrition.
- **Décentralisation des plans nationaux au niveau provincial :** Le *Mali* a mis en place des alliances SUN au niveau régional et élaboré des plans d'action subséquents. Il programme également la diffusion de la politique nationale de nutrition et du plan d'action multisectoriel pour la nutrition aux niveaux national et régional. Le *Mozambique* a créé des groupes de travail techniques pour soutenir les secteurs concernés afin d'incorporer les interventions contribuant à la nutrition ainsi que les interventions spécifiques à la nutrition dans les plans annuels et harmoniser les plans sectoriels et provinciaux avec les plans nationaux. Le *Malawi* a documenté les progrès accomplis ces derniers mois c'est-à-dire l'intensification des interventions pour couvrir tous les districts ciblés. L'Alliance de la société civile au *Népal* soutient la mise en œuvre des interventions relatives à la mobilisation sociale, au plaidoyer et aux communications (SMAC) dans les districts. Le *Zimbabwe*, à travers la ZCSOSUNA, met actuellement en place des structures infranationales dans les provinces.

PROCESSUS 4

- **Suivi financier et mobilisation des ressources :** Le *Bénin* a organisé un atelier régional avec l'appui de l'UNICEF, la Banque mondiale et le Secrétariat du Mouvement SUN et plusieurs pays francophones sur le suivi financier et la budgétisation qui a permis aux participants de se former à l'utilisation des outils existants. Le *Mali* est en train d'identifier les besoins financiers liés à la mise en œuvre du plan d'action de la nutrition. La *Guinée-Bissau* fait pression pour que le budget 2015 comprenne une ligne budgétaire pour les activités de nutrition qui sera gérée par le ministère de la Santé. Au *Mozambique*, la cartographie des donateurs est en cours pour améliorer la coordination et l'allocation des ressources. Les informations issues de cet exercice seront partagées à toutes les parties prenantes par le biais d'un site Web. La société civile pour SUN au *Swaziland* mène depuis un certain temps un examen du budget pour les engagements financiers relatifs aux interventions nutritionnelles en 2015 et un examen des lignes budgétaires des différents ministères. Le ministère de la Santé du *Swaziland* avec le soutien de Clinton Health Access Initiative a entamé le suivi

financier afin de s'assurer que des ressources adéquates sont allouées à la nutrition. Le Gouvernement de la [Zambie](#) a approuvé un fonds commun comprenant les ressources du fonds SUN qui seront distribuées pour atteindre les districts et commencer la mise en œuvre du « paquet minimum » pour les interventions spécifiques et les interventions contribuant à la nutrition.

3) Communications importantes du Secrétariat du Mouvement SUN à l'intention des pays :

- Commentaires de la réunion du Groupe principal tenue le 22 septembre 2014 à New-York
 - Présentation du programme du Rassemblement global du Mouvement SUN 2014
 - Mise à jour sur l'Évaluation globale indépendante du Mouvement SUN
 - Mise à jour sur la préparation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2)
- (Se référer aux Points de discussion envoyés avant les appels)***